



| BILLET DU JOUR |

Par Jean-Pierre RAFFARIN, Président de la
Fondation Prospective et Innovation

| PRIORITE A LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE |

Toutes les grandes crises sont politiques. Celle du coronavirus aura, comme les autres, ses impacts politiques. Il suffit de voir l'implication des grands leaders dans le quotidien des difficultés pour mesurer qu'ils se projettent déjà dans l'avenir. Le Président Macky Sall, Président du Sénégal, disait récemment : "Aucun pays ne sortira indemne de cette crise. Une récession mondiale est inévitable".

Les risques politiques sont évidemment liés à la montée de la violence dans toutes nos sociétés. Les tensions verbales entre les États Unis et la Chine n'annoncent rien de bon. Déjà la violence a gagné les cénacles politiques et envahi les réseaux sociaux. En France, le phénomène des gilets jaunes a montré que la protestation n'hésitait plus à franchir les lignes rouges de la violence urbaine. Toutefois, notamment à l'occasion des élections européennes et municipales, on a pu constater que le mouvement n'apparaissait pas très politiquement légitime. Cette violence a été contenue par la relative faiblesse de sa légitimité.

Il y a cependant un sujet pour lequel la violence peut apparaître à l'opinion publique comme particulièrement légitime, c'est le développement de la pauvreté et son corollaire la faim. Sans corrections politiques la vie ne peut que devenir plus difficile pour les plus fragiles. La famine provoque les émeutes les plus déstabilisatrices partout dans le monde. Les Pays dont les " filets sociaux " sont extrêmement légers sont très inquiets c'est notamment le cas des États Unis d'Amérique.

Je me souviens qu'en 2002 Jacques Chirac était particulièrement inquiet des dégâts faits dans la société par les différentes "fractures sociales". Pour cela il avait fixé à son gouvernement la priorité de la cohésion sociale. Ainsi " Le Plan de Cohésion Sociale" élaboré, avec Jean Louis Borloo, déclinait cette priorité dans de multiples domaines, l'aide sociale, les quartiers sensibles, les revenus, les territoires, les familles, le logement, ... A titre d'exemple entre 2002 et 2005 l'impôt sur le revenu a baissé de 10% (pour 17,5 millions de foyers) et le SMIC a augmenté de 15% (pour un million de salariés).

Dans les semaines à venir la lutte contre la pauvreté devra être prioritaire. Seule une action forte face à la misère pourra délégitimer la violence. Un programme d'urgence de solidarité devra intégrer des mesures sur le revenu minimal, sur le prix des produits de première nécessité, sur la nutrition des enfants, sur le logement social, sur la politique familiale, sur le soutien aux organisations caritatives, sur la santé, sur le

surendettement, ... Cet effort pour la solidarité ne nous dispensera pas de notre effort pour le développement, les entreprises et l'emploi.

Cette ambition politique contre la pauvreté devra aussi se mobiliser au-delà de nos frontières, au sud, en Afrique. Trois organisations multilatérales, la FAO, l'OMS et l'OMC nous ont alerté sur la menace de la pandémie de la famine sur tout le continent. Pour cela, il nous faut veiller au commerce international des produits agro-alimentaires qui est actuellement sous la pression de nombreuses restrictions. Selon le Programme Alimentaire Mondial (PAM) « le nombre de personnes souffrant sévèrement de la faim pourrait doubler en raison de la pandémie de Covid-19, atteignant alors plus de 250 millions d'ici la fin de 2020 ». Le Président du Niger, un des pays les plus pauvres du monde a réclamé un plan Marshall pour le continent. Emmanuel Macron semble avoir entendu cet appel en s'impliquant fortement dans l'initiative européenne pour l'Afrique. L'Organisation "Leaders pour La Paix" a également placé cette priorité dans son rapport annuel. Tout cela est évidemment un travail d'urgence mais c'est aussi un effort pour le moyen et long terme : chacun peut imaginer les conséquences d'une non intégration dans la société du milliard de jeunes qui peupleront l'Afrique d'ici 2050.

Jusqu'à maintenant nous pensions que le développement était un préalable à la paix sociale mais aujourd'hui il nous faut considérer la paix sociale comme un préalable au développement. La logique politique l'emportera sur la logique économique.

Jean-Pierre RAFFARIN